



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**

Conservation régionale des monuments historiques

EVACUATION ET TRAITEMENT PREALABLE AU TRANSPORT DU DEPOT LAPIDAIRE DE LA CITE EPISCOPALE DE MEAUX

(JUILLET 2026-FEVRIER 2027)

MEAUX

CATHEDRALE SAINT-ETIENNE

VIEUX CHAPITRE

MARCHE PUBLIC DE SERVICES SPECIFIQUES

Passé en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1-3° du Code de la commande publique

Cahier des clauses techniques particulières

Juin 2026

Sommaire

1	Objet du marché – Dispositions générales	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Tranches et phasage	3
1.3	Caractéristiques du dépôt lapidaire.....	4
1.4	Prestations hors marché	5
1.5	Conditions d'exercice des prestations	5
2	Intervenants	5
2.1	Pouvoir adjudicateur.....	5
2.2	Architectes des bâtiments de France – conservateurs des monuments	6
2.3	Affectataires.....	6
2.4	Cadre normatif et recommandations applicables	6
3	Conditions générales d'exécution des prestations	7
3.1	Organisation des interventions.....	7
3.2	Dispositions en matière d'hygiène et de sécurité.....	8
3.3	Conduite et tenue pendant l'exécution des prestations	10
4	Prescriptions techniques et logistique.....	14
4.1	Prescriptions techniques.....	14
5	Interventions sur les œuvres avant conditionnement.....	18
5.1	Interventions curatives.....	18
5.2	Marquages et traçabilité	23
6	Rapports.....	25
6.1	Format des livrables.....	25
6.2	Rapport final d'opération.....	25
6.3	Dossier de restauration.....	26
7	Liste des annexes.....	27

1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur l'évacuation et le traitement préalable au transport de la collection lapidaire de la cathédrale Saint-Etienne de Meaux appartenant à l'État vers une nouvelle réserve située en Seine-et-Marne à 1h30 de trajet en automobile, les deux sites appartiennent à l'Etat et sont gérés par la Conservation régionale des monuments historiques d'Île-de-France.

Le transport, le conditionnement et la manutention seront assurés par deux entreprises de transport spécialisées, sous la supervision du Titulaire du marché.

La collection concernée est composée d'éléments architecturaux et de moulages en plâtre répartis dans deux espaces : 18 pierres et 82 plâtres situés dans la tour nord de la cathédrale, et 283 pierres et 34 plâtres situés dans le sous-sol du vieux chapitre.

L'objectif de cette opération est d'évacuer la collection du Vieux-Chapitre afin d'entreprendre des travaux urgents de mise en sécurité du bâtiment, d'assurer un déplacement sécurisé d'œuvres fragiles préalablement stabilisées, et d'accompagner le transfert assuré par des transporteurs, vers un site offrant des conditions de conservation adaptées pour les œuvres et de faciliter leur accessibilité pour les besoins de leur étude.

Le présent marché concerne donc l'opération suivante :

Cité épiscopale de Meaux (77 100)

Restauration préalable, conditionnement et déplacement du dépôt lapidaire de la cathédrale et du Vieux Chapitre

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu d'exécution principal :

Cathédrale Saint-Etienne et Vieux Chapitre

Place Charles de Gaulle

77 100 MEAUX

1.2 TRANCHES ET PHASAGE

Le présent marché fait l'objet de deux tranches distinctes ;

- Tranche ferme : restauration, conditionnement et évacuation du lapidaire de la crypte du Vieux chapitre
- Tranche optionnelle : restauration, conditionnement et évacuation du lapidaire de la tour nord de la cathédrale

1.3 CARACTERISTIQUES DU DEPOT LAPIDAIRE

1.3.1 Historique du dépôt

Création du dépôt en 1843. Les principales sources d'éléments sculptés en pierre proviennent de la cathédrale dont la période de construction s'étale de 1185 à 1540 environ.

Un ensemble, déposé vers 1723, regroupe des dalles funéraires dont la datation va du XIVe au XVIIIe siècle.

La collection des moulages date des travaux de restauration de la cathédrale conduits à partir du milieu du XIXe siècle.

L'enrichissement de la collection s'est fait tout au long du XXe siècle.

1.3.2 Volumes approximatifs

Poids estimatifs :

- Crypte : environ 25 225 kg de pierres et 245 kg de plâtre
- Tour nord : environ 670 kg de pierres 2 964 kg de plâtre

(Annexes n°2 et n°3)

1.3.3 Matières et techniques

- Pierre calcaire sculptée, et pour certains éléments polychromés et dorés
 - Date de création : du XIIe au XVe siècles
- Moulages à creux perdu en plâtre et structure bois
 - Date de création : XIXe et XXe siècles

1.3.4 Données historiques

Histoire du dépôt :

Le dépôt de la cathédrale, composé de lapidaire en calcaire et de moulages en plâtre se trouvent actuellement dans la crypte du vieux chapitre et dans la tour nord de la cathédrale, à Meaux. Depuis les années 1970, il regroupe des pierres déposées au cours des restaurations de la cathédrale engagées depuis le milieu du XIXe siècle.

Mode d'acquisition : issu de la cathédrale / inhérent au site

Période de production : du XIIe aux XIXe-XXe siècles

Propriétaire : État

Affectataire : DRAC Île-de-France, CRMH

Les constats et préconisations élaborés en 2024 sont annexés au présent CCTP.

1.4 PRESTATIONS HORS MARCHÉ

Les transports, la mise en place de chemins de roulement, les manutentions, les manipulations des œuvres pour les déplacements et la fourniture du matériel de conditionnement et des consommables liés au conditionnement sont hors marché.

Ces prestations sont commandées par le Pouvoir adjudicateur selon les besoins estimés dans le présent CCTP. Des ajustements éventuels peuvent être proposés par le Titulaire (annexe n°8).

1.5 CONDITIONS D'EXERCICE DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engageant à une obligation de résultat, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par le Pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter ses moyens techniques et l'effectif de ses équipes sans accroissement de sa rémunération.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des prestations confiées sont réputées incluses dans le marché, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse. Le Titulaire est tenu à une **obligation de conseil** portant sur tous les aspects du service qui lui est confié, qui est entendue de la manière la plus générale qui soit et l'obligera à attirer l'attention de la personne publique dans des délais raisonnables sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

2 INTERVENANTS

2.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France

Conservation régionale des monuments historiques

Bureau de la conduite des opérations

47, rue Le Peletier 75009 Paris

Contacts :

Teddy Congar, ingénieur des services culturels et du patrimoine / conducteur d'opérations

teddy.congar@culture.gouv.fr

Anne-Sylvie Stern-Riffe, conservatrice des monuments historiques, ci-après désignée « La Conservatrice », en charge du suivi scientifique et technique de l'opération.

anne-sylvie.stern@culture.gouv.fr

2.2 ARCHITECTES DES BATIMENTS DE FRANCE – CONSERVATEURS DES MONUMENTS

La conservation de la cathédrale Saint-Etienne est assurée par ;

- Cathédrale Saint-Etienne à Meaux (77)

Samuel Sourice, architecte des bâtiments de France, conservateur de la cathédrale Saint-Etienne :

samuel.sourice@culture.gouv.fr

Tel : 01 60 05 93 51

Contact :

Antoine Jean, ingénieur des services culturels et du patrimoine

antoine.jean@culture.gouv.fr

Tel : 06 30 20 71 03

- Nouvelle réserve en Seine-et-Marne (77)

Maéva Liaut, architecte des bâtiments de France, conservatrice du site de la nouvelle réserve :

maeva.liaut@culture.gouv.fr

Tel : 01 60 74 86 42

Contact :

Antoine Jean, ingénieur des services culturels et du patrimoine

antoine.jean@culture.gouv.fr

Tel : 06 30 20 71 03

2.3 AFFECTATAIRES

- Cathédrale Saint-Etienne à Meaux (77)

Evêché de Meaux

Père Guillaume De Lisle, évêque auxiliaire du diocèse de Meaux et recteur de la cathédrale

Association diocésaine

7, rue Notre-Dame, 77100 Meaux

Représentée par Bruno Machet, intendant de la cathédrale.

Tel : 06 16 32 19 86

2.4 CADRE NORMATIF ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES

Le titulaire est tenu de se conformer aux références normatives et guides pratiques ci-dessous. Toutefois, cette liste est indicative et ne saurait être considérée comme exhaustive.

1. NF EN 15898 – Décembre 2019, Conservation du patrimoine culturel – Principaux termes généraux et définitions correspondantes
2. NF EN 16853 – Juillet 2017 - Conservation du patrimoine culturel – Processus de conservation – Prise de décisions, programmation et mise en œuvre

3. NF EN 16095 – Septembre 2012 - Conservation des biens culturels – Constater l'état du patrimoine culturel mobilier
4. NF EN 15946 – Octobre 2011 - Conservation des biens culturels – Principes d'emballage pour le transport
5. NF EN 16648 – Octobre 2015 - Conservation du patrimoine culturel – Méthodes de transport
6. Guide pratique INRS ED 6049, Postes d'utilisation manuelle de solvants
7. Marchés publics de conservation-restauration de biens culturels, guide pratique. Ministère de la Culture, 2019, en particulier le chapitre 10 précisant le contenu et le statut d'un rapport d'intervention

3 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 ORGANISATION DES INTERVENTIONS

3.1.1 Délais d'intervention

Le Titulaire doit commencer les prestations au plus tard dans les deux (2) mois qui suivent la notification du marché.

La mise en œuvre des prestations est organisée au préalable avec le Pouvoir adjudicateur, ou ses représentants et en fonction des contraintes dues au site et de l'affectataire ;

- Cathédrale Saint-Etienne à Meaux (77) – localisation actuelle du dépôt
- Nouveau site de stockage en Seine-et-Marne (77) – localisation du dépôt à l'issue du présent contrat.

Teddy Congar, ingénieur des services culturels et du patrimoine / conducteur d'opérations,

06 58 29 45 91

teddy.congar@culture.gouv.fr

Jonathan Legros, technicien des services culturels et des bâtiments de France / chargé d'opérations,

07 63 62 79 69

jonathan.legros@culture.gouv.fr

3.1.2 Modalités d'intervention

A la notification du contrat, le Titulaire doit remettre avant le démarrage des prestations au Pouvoir adjudicateur, les éléments suivants :

Sous 15 jours ouvrés ;

- Un planning détaillé de l'opération comprenant les différentes interventions sur les deux sites, les prestataires intervenants et la date et l'heure d'arrivée des intervenants ;
- Les noms des personnes assurant la conduite de l'opération et les personnes à contacter en cas d'urgence ainsi que les moyens de les joindre en urgence si besoin (téléphone mobile) ;
- Le nom et la qualification des intervenants ;
- L'immatriculation et le modèle des véhicules qui sont stationnés dans l'enceinte du monument.

3.1.3 Etat des lieux

Le Titulaire a à sa charge de faire exécuter un état des lieux d'entrée et de sortie par un huissier de justice et en présence des intéressés (Pouvoir adjudicateur, Conservateur, Utilisateurs, etc.) un constat contradictoire d'état des lieux des ouvrages existants à l'emplacement de l'emprise de l'opération et à ses abords ainsi que les ouvrages existants avoisinants cette zone.

Ce constat porte également sur les ouvrages intérieurs dans la zone concernée par l'opération. Ce constat est accompagné d'un reportage photographique des lieux et désordres constatés. Ces documents sont à établir par et aux frais du Titulaire en trois (3) exemplaires originaux couleur.

En cas de dégâts pendant l'opération, les travaux de remise en état sont à la charge du Titulaire.

3.2 DISPOSITIONS EN MATIERE D'HYGIENE ET DE SECURITE

3.2.1 Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au décret no 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Dans ce cadre, il est procédé à une inspection commune des lieux d'intervention, et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques est effectuée en commun. Un plan de prévention établi par écrit est arrêté, avant le commencement de la prestation. Ce plan de prévention revêt un caractère obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit comporter :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,

- L'adaptation des matériels et dispositifs à la nature des opérations à effectuer,
- Les instructions à donner aux salariés,
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence par l'établissement,
- Les conditions de la participation éventuelle du personnel du prestataire aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Le titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité des biens, l'hygiène, la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur, ainsi que celles qui sont prescrites dans ces mêmes domaines par le règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire s'engage à :

- Fournir le plus tôt possible la liste de ses sous-traitants et faire parvenir aux représentants du Pouvoir adjudicateur leur plan de prévention spécifique à la nature des travaux confiés,
- L'harmonisation de leurs différents plans de prévention,
- La formation du personnel de chaque sous-traitant,

La préparation à l'inspection préalable du démarrage des prestations et de l'établissement du Plan de Prévention Commun.

- Dispenser aux salariés qu'il affecte à l'exécution des prestations, la formation nécessaire à assurer leur sécurité en prenant notamment en compte les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés, tant pour les risques liés à la présence de plusieurs entreprises, que pour ceux résultants de l'activité tels que définis dans le plan de prévention et ses additifs, notamment en ce qui concerne :
 - Les alarmes de sécurité,
 - Le travail en hauteur,
 - L'encombrement de passages,
 - Les zones interdites,
 - L'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils,
 - L'utilisation des chaussures isolantes quand cela est nécessaire,
 - La demande de « permis feu » et autorisations nécessaires en fonction du type de prestations effectués.

Les attestations des habilitations réglementaires (électrique, CACES, travaux en hauteur/toiture, etc.) du personnel du titulaire sont transmises dès sa mise en place pour l'établissement du « Plan de Prévention » pour les travaux en hauteur et/ou les « Permis Feu ».

Le titulaire est responsable de la prise en compte et de l'application de ces prescriptions.

Toutes les prestations présentant des risques d'incendie ou d'explosion (découpe, meulage, tronçonnage, soudure, etc.) font l'objet d'un permis de feu sollicité par l'entreprise auprès du Pouvoir adjudicateur au moins une semaine avant le début des prestations par point chaud. Aucune prestation par point chaud ne peut commencer sans permis de feu établi et signé avec et par l'architecte des bâtiments de France/responsable unique de sécurité (RUS) ou son représentant.

Le Titulaire doit disposer, à proximité immédiate de la zone de travaux, de ses propres moyens d'extinctions et de protection adaptés (extincteurs, couvertures ignifuges, etc.).

Tous les travaux présentant des risques d'incendie sont arrêtés deux heures au minimum avant la fin de la journée. **Un contrôle visuel et par caméra thermique** est réalisé avant de quitter le chantier par le responsable de l'entreprise concernée (afin de prévenir les feux à retardement).

Le permis feu est affiché sur le site et un compte-rendu journalier du contrôle visuel et par caméra thermique est mis à disposition de la conservation, copie au Pouvoir adjudicateur sur le site.

3.2.2 Equipements de protection individuelle

Le titulaire doit fournir des EPI adaptées à la morphologie et à la taille de chaque collaborateur.

Il doit aussi fournir un matériel adapté à chaque poste de travail (port de charges lourdes, travail en hauteur...).

3.2.3 Devoir de vigilance et d'alerte

Du fait de leur présence physique sur le site, les représentants du titulaire et les personnes qui interviennent pour son compte occupent une position privilégiée pour interagir avec le Pouvoir adjudicateur.

3.3 CONDUITE ET TENUE PENDANT L'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.3.1 Propreté de la zone d'intervention

Le Titulaire s'assure que la propreté et l'ordre sur les deux lieux des prestations sont exemplaires.

Les zones d'interventions (Cathédrale/tour nord, vieux Chapitre/Crypte, Barnum, nouvelle réserve) sont nettoyées chaque soir et leur balisage de sécurité mis en place et vérifié.

3.3.2 Installations

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par le Titulaire et à ses frais pendant l'exécution des prestations pour assurer la sécurité des personnes et la protection des ouvrages attenants.

Les zones de stockage des matériels et les zones d'intervention du Titulaire sont délimitées par du barriérage et de la « rubalise » accompagnés d'une signalisation adaptée.

Le Titulaire doit protéger par les moyens adaptés, les ouvrages existants au droit de chaque intervention (maçonneries de pierres de taille, menuiseries, sols etc...).

L'implantation de la zone d'intervention, l'approvisionnement du matériel et matériaux, et l'évacuation des gravois, ne doivent pas constituer de perturbation sur la voie publique.

Le Titulaire est responsable des demandes d'autorisation de voirie auprès de l'autorité compétente le cas échéant.

Le Titulaire est entièrement responsable de ses propres installations et de l'entretien pour maintenir en permanence les lieux et les abords parfaitement propres.

La présence de barrières et rubalise autour des zones travaillées dispense de la mise en place systématique de clôtures.

Cependant, lors d'interventions sur la voie publique et sur les espaces ouverts au public, le Titulaire prévoit la mise en place de tous moyens (signalisation, cheminements, homme trafic, etc.) afin d'éviter toute intrusion dans la zone d'intervention.

En outre, le Titulaire doit, dans les zones ouvertes à la circulation, la mise en place de signalisations temporaires marquant la présence du chantier : panneaux de signalisation, panneaux de travaux, etc., et dans les zones non ouvertes au public, une signalisation sommaire de type « rubalise » de couleur vive.

3.3.3 Zone de cantonnement du personnel

Le Titulaire doit l'installation de base-vie de type bungalow de chantier ou base-vie mobile autonome, dimensionnée en conséquence pour accueillir :

- Son personnel
- Le personnel de l'entreprise de manutention et de transport (estimé à 4 personnes)

Et qui comporte :

- Réfectoire, pourvu de tables et chaises en nombre suffisant,
- Vestiaires, comportant au moins 8 casiers,
- Sanitaires, dont lavabos à eau potable et mise à disposition de savon, moyen de séchage et d'essuyage.
- Cabinet d'aisance, à raison d'au moins un WC homme et 1 WC femme pour 10 personnes
- Douche à raison à raison d'au moins une douche homme et 1 douche femme pour 10 personnes

La base-vie est chauffée, éclairée, aérée et nettoyée au moins 1 (une) fois par semaine.

La prestation comprend l'apport et l'installation, la location et l'entretien durant l'exécution des prestations, la prise en charge des fluides, tous les remaniements nécessaires, la dépose et le repli en fin de prestations, la remise en état éventuelle après la libération des lieux.

L'emplacement de la base-vie est déterminé sur le plan de situation, en annexe n°10.

3.3.4 Conformité des matériels, produits et matériaux

A tout instant, le Pouvoir adjudicateur peut vérifier, ou faire vérifier par tout organisme ou personne de son choix la conformité des matériels présents sur chantier avec les normes de sécurité en vigueur.

De même, il peut vérifier ou faire vérifier par tout organisme ou personne de son choix, la compatibilité des matériaux utilisés sur chantier avec les matériaux des objets mobiliers concernés.

Le cas échéant, il pourra également demander au Titulaire les cahiers des visites de sécurité des matériels et équipements de protection individuels, et aux intervenants machine, leur CACES. Au cas où les normes de sécurité ne sont pas respectées, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché au seul tort du Titulaire.

3.3.5 Traitement des déchets

Le Titulaire doit pour chacune des prestations commandées, procéder à l'évacuation des détritrus produits par son intervention. Cela comprend ;

- Le chargement et enlèvement des gravois à la décharge publique pour les détritrus ne pouvant pas être valorisés.
- Le tri des métaux ferreux et des métaux non ferreux en vue de leur dépôt dans un centre de recyclage afin qu'une valorisation de ces déchets soit réalisée.

Un certificat de valorisation de ces déchets est à transmettre au Pouvoir adjudicateur dans la mesure où des déchets métalliques sont évacués.

3.3.6 Nettoyage, remise en état des lieux et protection des éléments bâtis

Au terme de l'opération le Titulaire doit ;

- Procéder à l'évacuation le jour même des gravois/déblais/déchets liés aux interventions,
- Laisser les lieux dans un état irréprochable, identique à celui qu'il aura trouvé au début de son intervention, nettoyer les installations le cas échéant,
- Réparer et remettre en état les installations détériorées durant son intervention.

Toutes précautions sont prises pour éviter les dégâts sur les éléments architecturaux. Dans le cas contraire, le Titulaire est tenu pour responsable et prend en charge la réfection des zones dégradées lors des interventions.

3.3.7 Sujétions d'accès, engins de levage, cantonnement

Dans le cas où l'exécution de certaines prestations nécessite une demande d'autorisation aux autorités compétentes (voie publique, couloir de bus, jardins, survol ...), celle-ci est effectuée

exclusivement par le Titulaire. La personne publique ne peut être tenue responsable des amendes (ou autre) pour non-respect de la législation en vigueur.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de toutes les difficultés d'accès, il ne pourra prétendre à aucune indemnité ou plus-value du fait de l'exécution simultanée d'autres chantiers.

Les entrées et allées de circulation sont définies sur place avant le début des opérations.

Avant tout début d'intervention, le Titulaire soumet à l'approbation du Pouvoir adjudicateur les matériels qu'il compte mettre en œuvre pour la réalisation des prestations. La mise en œuvre de plaques de répartition pour les travaux à la nacelle ou la circulation d'engins lourds pourra être exigée.

Les besoins en cantonnement éventuels sont adaptés aux effectifs et aux normes sanitaires en vigueur.

3.3.8 Réunions

Des réunions ont lieu à heures et jours fixés par le Pouvoir adjudicateur. Ces réunions de suivi permettent de constater l'avancement et de valider les étapes qui le nécessitent, notamment les modalités de restauration à chaque étape de la restauration, conformément à l'article 4.3 du CCAP. Elles se tiennent sur site à Meaux toutes les semaines durant la durée de la phase d'exécution des prestations à Meaux et ponctuellement sur le site de la nouvelle réserve.

Le responsable d'exécution est obligatoirement tenu de participer à ces réunions d'avancement et de respecter les horaires.

Ces réunions sont menées par le Pouvoir adjudicateur et y sont convoqués ; le Titulaire du présent marché, le titulaire du marché de transport / conditionnement.

Sont conviés à ces réunions ; le représentant de l'affectataire ainsi que l'ABF-conservateur ou son représentant.

3.3.9 Sûreté

Le Titulaire fournit une liste complète et précise, mise à jour au cours des réunions de chantier, du personnel qui interviendra sur le site. Ce personnel porte un badge permettant de l'identifier facilement. Ces badges d'accès aux zones d'intervention sont à la charge du titulaire pour ses équipe et pour chacun de ses sous-traitants éventuels.

4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET LOGISTIQUE

4.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

4.1.1 Moyens d'accès en hauteur

Les moyens d'accès en hauteur (gazelles, échafaudages) sont à la charge du titulaire et sont conformes au code du travail. Les habilitations de montage, les procès-verbaux de vérifications de matériels devront être présentés au Pouvoir adjudicateur en tant que de besoin.

4.1.2 Installation d'une zone de travail et de conditionnement

Le Titulaire a à sa charge la mise en place d'une structure sécurisée et étanche de type barnum, qui abritera les espaces de préparation, restauration et conditionnement des œuvres avant leur évacuation vers le site de la nouvelle réserve.

Cet espace fait une surface de 100m² environ et est installé dans l'arrière-cour de la cité épiscopale, accessible par un portail pour les camions (annexe n°10).

Le barnum est recouvert sur ses faces verticales et sommitales d'une bâche résistante à la déchirure (PVC 850gr/m² minimum) et équipé d'un plancher résistant au roulement de gerbeurs et transpalettes.

Il est prévu un éclairage approprié des zones de travail et des prises de courant en quantité suffisante pour répondre aux besoins.

Pour assurer la sécurité du site, le Titulaire installe un système d'alarme anti-intrusion volumétrique, reliée à un centre d'appel 24h/24 pendant la période durant laquelle des œuvres sont stockées sous le barnum. Un protocole d'alerte et de levée de doute est mis en place. Une clé de la grille d'accès à la cour et une clé du portail d'accès à l'arrière-cour seront remises au prestataire retenu par le Titulaire.

L'aménagement intérieur de cet espace est entièrement confié au Titulaire et comporte ;

- Une zone de travail de dépoussiérage et/ou consolidation des œuvres,
- Une zone de palettisation/manutention/conditionnement,
- Une zone de stockage temporaire avant chargement,
- Une zone de chargement des camions de transport.

Pour des raisons de co-activité avec le planning événementiel de la ville, le montage du barnum ne pourra démarrer qu'à partir de la semaine 39.

4.1.3 Modalités des demandes de manutentions

Pendant la période de traitement des œuvres, des manutentions sont prévues. Dans sa proposition d'intervention le candidat fait état d'une estimation des besoins en manutention et en transport/rotations en fonction du planning envisagé pour l'intervention (annexe n°9).

Le titulaire précise ces besoins au moment de la réunion de lancement de l'opération, la demande est alors traitée par le Pouvoir adjudicateur qui passe commande au transporteur.

4.1.4 Logistique et conditionnement

Retrait des œuvres des lieux de stockage

Les deux lieux de stockage de ce dépôt lapidaire comportent des contraintes d'accès.

Ces contraintes nécessitent de sortir les œuvres de la crypte et de la tour sans être palettisées définitivement. La palettisation définitive se fera dans la zone « logistique », sous le barnum.

La mise en place d'un double chemin de roulement depuis la cathédrale et depuis le vieux chapitre est à la charge du transporteur.

Les préconisations pour la protection des œuvres pendant le transfert extérieur jusqu'au barnum sont à la charge du Titulaire.

Il s'assure que le déplacement des œuvres sur le site de Meaux est réalisé dans les règles de l'art au regard de la fragilité des œuvres transportées et manipulées.

Conditionnement sur site

Le déplacement des œuvres sur site et leur mise en caisse, en palette ou sur chevalet sont réalisés par le transporteur, sous la supervision du Titulaire.

Il s'assure que le conditionnement des œuvres sur le site de Meaux se fasse dans les règles de l'art au regard de la fragilité des œuvres transportées et manipulées.

L'ensemble du dépôt est évacué à l'exception des dalles funéraires de la crypte du vieux chapitre qui portent les numéros d'inventaire (n°3-4-5-6-7-8-9-11a.b.c.d-12-14a.b-15-16 : renommée LAP.2024.039) :

- Ces dalles funéraires et fragments sont conservés *in situ*, disposés à champs sur des chevalets à roulettes munies de freins et protégés par des coffrages en contreplaqué.
- Leur stockage est prévu dans la travée sud de la crypte (annexe n°11) dans un espace d'environ 32m², tout en laissant une circulation périphérique et un éloignement d'au moins 50cm de la pile sud.
- Le Titulaire soumet au Pouvoir adjudicateur un plan de principe du stockage envisagé pour validation avant réalisation des prestations.

Transport

Le transport est assuré par un transporteur spécialisé dans le domaine de la manipulation et du transport d'œuvres d'art. Les prestations sont commandées par le Pouvoir adjudicateur, elles sont indiquées ci-dessous à titre prévisionnel, à raison de :

- 8 rotations de camions de 50m³ pour les œuvres de la crypte,
- 3 rotations de camions de 50m³ pour les œuvres de la tour nord,
- 2 rotations de camions de 20m³ pour les œuvres partant en désinsectisation,

- La mise à disposition lors de rotations d'un camion de 20m³ sur le site d'arrivée pour les déchargements des camions de 50m³, afin d'accéder au lieu de stockage (sujétion d'accès spécifique).

Le Titulaire assure la planification et coordonne les rotations avec le prestataire du transport.

Un représentant du Titulaire accompagne le transporteur à chacun des convois. Chaque rotation/convoiment fait l'objet d'une fiche-compte-rendu daté et signé qui est annexée au rapport final.

Le nombre de convoiment étant susceptible d'être modifié selon le planning que le Titulaire aura mis en place, le convoiment est une prestation forfaitaire.

Mise en place dans la nouvelle réserve par le transporteur

Le Titulaire coordonne le rangement des œuvres dans la nouvelle réserve selon le plan d'agencement/installation qu'il aura communiqué au préalable au Pouvoir adjudicateur.

Il s'assure que le déballage/déconditionnement des œuvres sur le site de la nouvelle réserve se fasse dans les règles de l'art au regard de la fragilité des œuvres transportées et manipulées.

4.1.5 Moyens de conditionnement des œuvres

Les prestations de conditionnement sont réalisées par deux entreprises mandatées par le Pouvoir adjudicateur placées sous la supervision du Titulaire et sous le contrôle scientifique et technique de la DRAC Ile-de-France.

La répartition des prestations qui leur sont confiées est la suivante :

Transporteur n°1 :

Tranche ferme (Vieux Chapitre) :

- Mise en place d'un chemin de roulement depuis le vieux chapitre vers la zone de traitement,
- Conditionnement des œuvres avant évacuation de la crypte,
- Evacuation des œuvres de la crypte vers la zone de traitement,
- Conditionnement des œuvres avant transport,
- Transports vers la nouvelle réserve,
- Déballage et mise en réserve des œuvres sur le nouveau site.
- Mise à disposition de matériel de transport et de manutention
- Matériel de conditionnement et consommables

Tranche ferme (Vieux Chapitre) :

- Conditionnement avant transport des œuvres partant en désinsectisation,
- Transports des œuvres vers le lieu de désinsectisation,
- Transports des œuvres vers la nouvelle réserve post-désinsectisation,
- Déballage et mise en réserve des œuvres sur le nouveau site.
- Mise à disposition de matériel de transport et de manutention

- Matériel de conditionnement et consommables

Tranche optionnelle (Tour nord) :

- Conditionnement des œuvres avant transport,
- Transports des œuvres vers la nouvelle réserve,
- Déballage et mise en réserve sur le nouveau site.
- Mise à disposition de matériel de transport et de manutention
- Matériel de conditionnement et consommables

Transporteur n°2 :

Tranche optionnelle (Tour nord) :

- Mise en place d'un chemin de roulement depuis la cathédrale vers la zone de traitement,
- Conditionnement des œuvres avant évacuation,
- Evacuation de la tour Nord vers la zone de traitement,
- Mise à disposition de matériel de transport et de manutention
- Matériel de conditionnement et consommables

Les moyens de conditionnement des œuvres sont décrits dans le rapport d'étude annexé au présent CCTP (annexe n°1).

Si le Titulaire estime que les moyens de conditionnement nécessitent d'être modifiés, il le porte à connaissance du Pouvoir adjudicateur dans son mémoire technique.

Le Pouvoir adjudicateur possède des caisses (40 unités) de 170L (annexe n°13) en alternative au bac gerbable prescrits dans le rapport d'étude. Dans une démarche de responsabilité environnementale et à condition d'une compatibilité avec les œuvres, le Titulaire les privilégiera ces contenants.

4.1.6 Aménagement de la nouvelle réserve

Le Titulaire produit un plan d'aménagement de l'espace dédié au stockage des œuvres sur le nouveau site.

Le plan de site et de la nouvelle réserve seront communiqués aux candidats après avoir effectués la visite préalable à la remise de leur offre.

La répartition des poids est un élément à prendre en compte dans cette démarche, la portance du sol étant limitée. Dans ce cadre, le Pouvoir adjudicateur communiquera au Titulaire les limites de poids par mètre carré lorsqu'il aura réceptionné le rapport du bureau d'étude en charge de la prestation.

Le Titulaire se plie au choix d'un rangement sur palettier, solution la mieux adaptée aux œuvres du dépôt lapidaire et à l'accessibilité future pour les besoins d'étude de cette collection.

Le Pouvoir adjudicateur se charge de la commande et de l'installation des racks à palettes destinés au stockage.

4.1.7 Actions de communication et de valorisation de l'opération et des métiers

Le titulaire participe activement aux actions de communication et de valorisation de l'opération mises en place par le pouvoir adjudicateur. Il est précisé, à titre d'information, et sans que cette liste ne soit exhaustive, ni exclusive, que ces actions sont susceptibles de comprendre :

1. Interviews ou conférences de presse ;
2. Interventions à l'occasion de colloques ou séminaires professionnels ;
3. Médiation auprès du public.

Le nombre et la durée des actions est évalué à deux (2), sur une demi-journée chacune.

5 INTERVENTIONS SUR LES ŒUVRES AVANT CONDITIONNEMENT

5.1 INTERVENTIONS CURATIVES

Dans le cadre d'une exposition temporaire au Musée Bossuet de la ville de Meaux, un prêt de 12 œuvres (8 pierres et 4 plâtres) de la collection a été réalisé par le Pouvoir adjudicateur, pour la durée de l'exposition, jusqu'au 6 décembre 2026. Ces œuvres sont donc à traiter en fin d'opération et sont transportées jusqu'en zone de traitement par l'établissement emprunteur.

Détail des œuvres en prêt extérieur ;

- 4 fragments architecturaux : 2 chapiteaux, un fragment de meneau et un fleuron de pinacle. Numéros d'inventaire : A4, C4, F10 et LAP-2023-20.
- 8 moulages d'éléments architecturaux : 1 section de frise d'entablement, 1 crochet feuillagé, 1 chimère ailée à tête de chien, 3 statuettes de voussure du portail aux Lions, 1 chanoine dit à la pomme, 1 fleuron. Numéros d'inventaire : MOUL 2023.12, MOUL-2023-39, 48.80.3, M8, M9, MOUL-2023-9, MOUL 2024.009, M12.

5.1.1 Parti pris d'intervention

Il est demandé au titulaire un dépoussiérage des œuvres et les interventions curatives nécessaires à la stabilisation des œuvres pour permettre leur manipulation et leur transport.

5.1.2 Constat d'état de prise en charge

Le Titulaire établit un constat d'état de prise en charge avec des relevés graphiques des altérations. La typologie d'altération retenue est transmise au Pouvoir adjudicateur.

Pour information, l'étude préalable menée en 2024 propose un classement en 4 catégories en fonction de l'état de conservation et du niveau d'interventions à réaliser en vue du déplacement.

Les interventions de restauration préalables au déménagement concernent la moitié de la collection.

Niveau 1 : « bon état ». Il correspond aux œuvres pouvant être déplacées facilement, sans précaution particulière, ni interventions préalables. Un quart de la collection se trouve conservé dans cet état.

Niveau 2 : « fragile mais peut voyager en l'état ». Il s'agit des œuvres qui peuvent être manipulées en l'état, mais avec précautions. Il correspond également à un quart des pierres.

Niveau 3 : « nécessite une petite intervention ». Pour les pierres, cette catégorie regroupe les œuvres nécessitant une intervention ponctuelle de moins d'1h avant déplacement (refixage d'écaille et/ou application de facing).

Pour les plâtres, le temps d'intervention plus long est à anticiper, car ils sont concernés par des interventions de consolidation plus conséquentes et souvent structurelles.

Ces interventions peuvent être mises en place en parallèle du dépoussiérage.

Niveau 4 : « restauration avant transport ». Il s'agit de pierres trop fragilisées pour être transporté en l'état (contaminations salines, soulèvements de polychromies notamment) et de plâtres dont la structure bois est désassemblée ou affaiblie par une infestation ancienne d'insectes xylophages. Des interventions et protections particulières sont à prévoir (pré-refixage et/ou protection et filmage) avant toutes manipulations.

(Annexe n°6).

Sur la base de son constat d'état de prise en charge et du rapport d'étude de 2024, le Titulaire soumet des propositions-tests afin de déterminer le protocole ou le degré d'intervention retenu pour les pierres et plâtres qui nécessitent une restauration. La validation du protocole technique est soumise à la conservatrice des monuments historiques.

5.1.3 Dépoussiérage

Le dépoussiérage est à réaliser pour la totalité des œuvres, il est effectué dans la zone de traitement, sous le barnum, avant la mise en caisse pour le transport, à l'exception des dalles funéraires (n°3-4-5-6-7-8-9-11a.b.c.d-12-14a.b-15-16 : renommée LAP.2024.039) dont le dépoussiérage et les interventions nécessaires sont effectués in-situ dans la crypte du Vieux-Chapitre.

Pour les œuvres classées en niveau 4 (annexe n°6), les prestations de dépoussiérage sont exécutées lors des interventions de restauration, lors de la phase de consolidation.

Toutes précautions sont à mettre en œuvre pour recueillir les éléments volatils, sans risquer de retirer par inadvertance des épidermes vulnérables (polychromie, dorure, traces d'outils) :

- Aspiration contrôlée par aspirateurs munis de variateurs de puissance, l'embout d'aspirateur muni d'une gaze, filtres HEPA.
- Retrait des poussières de surface par un passage à la brosse.
- Utilisation de brosses en poils de chèvre et/ou des poires à lavement afin de limiter les frottements

5.1.4 Pose de facing sur les œuvres en pierre

La pose de *facing* est à réaliser pour Vingt-huit (28) œuvres en pierre présentant des desquamations ou des fissurations.

Il est recommandé l'usage d'une colle de type carboxyméthylcellulose (CMC) en faible concentration dans de l'eau déminéralisée, afin d'éviter la perte d'éléments.

Le *facing* est retiré après transport sur le site de la nouvelle réserve.

5.1.5 Refixation d'écailles

En amont et en parallèle du dépoussiérage, les petits éléments de pierre soulevés ou de polychromies et ceux de plâtre sont refixés par infiltration d'un adhésif.

La validation du protocole technique est soumise à la conservatrice des monuments historiques.

Œuvres en pierre : refixage des soulèvements de polychromie

Des tests préalables sont réalisés pour déterminer la sensibilité des couches peintes et choisir l'adhésif compatible avec les matériaux constitutifs des œuvres le plus adapté ; stable, réversible ou retraitable. Les tests porteront sur son efficacité, l'absence de modifications optiques (brillance, auréoles) et sur le niveau de concentration adéquate. L'infiltration est réalisée au pinceau fin ou avec un cathéter, avec un pré-mouillage éventuel à l'aide du solvant de mise en œuvre pour améliorer la diffusion de l'adhésif sous les écailles. Les excédents sont éliminés avant séchage. Il pourra être employé, entre autres adhésifs : le Primal® E330H (dans l'eau ou l'éthanol), le Medium for Consolidation de chez Lascaux® (en dispersion aqueuse), une colle animale (dans l'eau éventuellement additionnée de biocide) ou équivalents. Pour les polychromies très soulevées, des techniques permettant de réappliquer les écailles pourront être testées (diffusion sous un papier japon, pinceau en silicone...).

Œuvres en pierre : refixage des écailles de pierre

Les petites écailles de pierre sont refixées suivant les mêmes techniques que pour les soulèvements de polychromie. Il pourra être testé l'emploi de Paraloid® B72 et B44 (50/50) ou équivalent à un faible pourcentage dans l'acétate d'éthyle et Primal.

Œuvres en plâtre : refixage des écailles de plâtre

Les parties écaillées en plâtre pourront être refixées avec le mélange de Paraloid® B72 et B44 ou de Vinavil® 59 ou équivalent en dilution dans de l'eau déminéralisée.

5.1.6 Consolidations et collage des plâtres

La plupart des plâtres sont conservés dans des états fragiles et fragmentaires. Le collage et la consolidation des fragments mobiles ou pouvant l'être au cours du déménagement est nécessaire pour assurer leur intégrité.

Le collage des fragments se fait au moyen d'un mélange acrylique de Paraloid® B72 et B44 (50/50) ou équivalent à 40 % dans de l'acétate d'éthyle ou d'un acétate de polyvinyle (PVA) ou équivalent en émulsion aqueuse la Vinavil® 59 ou équivalent. Le choix de l'adhésif se fera en fonction de la configuration et des contraintes des collages, le Paraloid® ou équivalent est privilégié pour des collages un peu plus « en épaisseur » et pouvant être plus sollicités. Des renforts au revers des fragments pourront être installés pour consolider le collage dont les plans

de cassure sont parfois fins pour des éléments pesants. La validation du protocole technique est soumise à la conservatrice des monuments historiques.

5.1.7 Interventions structurelles

Une partie des œuvres présente un état d'altération avancé qui compromet leur intégrité structurelle. Des interventions de restauration sont à réaliser pour assurer leur conservation et faciliter les manipulations futures (annexe n°6).

Pierre : En parallèle du dépoussiérage, des interventions de consolidation importante en temps et en volume sont à prévoir.

A noter que sur le lot des 58 pierres atteintes par les sels solubles, un ensemble de dix-neuf (19) pierres de la collection est très altéré par les sels mais le dessalement de cet ensemble est exclu du présent marché.

Plâtres : Pour les plâtres présentant un risque de casse élevé et après validation du matériau et du mode opératoire employé, mise en place de renforts structuraux en tiges en fibres de carbone fixées par des plots en résine époxy chargée, appliqués sur une interface de Paraloid® B72 ou équivalent **au revers des plâtres les plus altérés**. Certains éléments disloqués pourront être placés sur des supports (bois, nid d'abeille...) maintenus par des liens neutres.

La validation du protocole technique est soumise à la conservatrice des monuments historiques.

5.1.8 Traitement biocide

Les pierres recouvertes par des micro-organismes devront être traitées afin de neutraliser les recouvrements biologiques présents ; dix-neuf (19) œuvres de la collection lapidaire sont concernées dont une recouverte de moisissures.

Sur deux plâtres du Vieux Chapitre (MOUL-2023-40 + MOUL-2023-40), des algues ont été observées et sont à traiter. La neutralisation des recouvrements biologiques pourra se faire au moyen de biocides, de différentes formulations, à partir de produits choisis parmi les recommandations du LRMH. Il peut être utilisé des ammoniums quaternaires (Net'toit®, Dévor'mousse® ou équivalent), d'huiles essentielles (Syra-Oléovictis® ou équivalent), le Sets Grandes O® ou équivalent.

La pierre (LAP-2023-63) recouverte de moisissures peut être traitée par vaporisation d'alcool éthylique à sa surface (en fonction de la nature du revêtement organique supposé).

La validation du protocole technique est soumise à la conservatrice des monuments historiques.

5.1.9 Désinfection des plâtres de la tour nord

L'ensemble des plâtres de la tour nord est conservé dans un environnement les ayant exposés à des fientes d'oiseaux, dont la plupart en sont encore recouverts.

Le titulaire désinfecte l'ensemble des plâtres de la tour nord :

Un traitement à base de nitrate d'éconazole, dans l'éthanol est appliqué, après aspiration des fientes sur les parties souillées.

5.1.10 Traitement insecticide des plâtres

Par mesures préventives, l'ensemble des plâtres renforcés par des boisages sont traités par une méthode de désinsectisation, avant leur placement dans la nouvelle réserve. Soixante-dix-huit (78) plâtres ont été recensés avec des boisages visibles, soit un volume estimé de 15m³.

Le volume complet est traité en une seule fois et pendant la période d'exécution des prestations, en parallèle de l'évacuation du dépôt lapidaire.

Le détail des œuvres concernées est listé dans l'annexe n° 5 du CCTP.

La méthode de désinsectisation à appliquer est l'anoxie.

Le protocole à mettre en œuvre est un traitement par anoxie dynamique avec les caractéristiques suivantes ;

- Traitement réalisé par balayage à l'azote des objets,
- Traitement réalisé à un taux résiduel d'oxygène inférieur à 900 ppm,
- Temps d'exposition de 21 jours,
- Température de 25°C maximum,
- Pression atmosphérique,
- Humidité relative de 50% +/- 3%,
- Etablissement d'un certificat de traitement

Les œuvres à traitées sont convoyées chez le prestataire (prestations de transport commandée par le Pouvoir adjudicateur).

Les œuvres sont déballées conjointement par les soins du transporteur et du Titulaire afin que le maximum de surface soit en contact avec l'air ambiant de l'enceinte de traitement.

A la fin du traitement, les œuvres sont reconditionnées par le Titulaire pour le transport et convoyées sur le nouveau site (prestations de transport commandée par le Pouvoir adjudicateur).

5.1.11 Pierres présentant des signes de présence de sels solubles

Pour information :

Un ensemble de cinquante-huit (58) œuvres de la collection sont particulièrement touchées par les sels. Le Titulaire prend en charge les mesures nécessaires pour le conditionnement et le transport des pierres les plus fragiles afin de réduire les risques de perte de matière.

Une étude de dessalement commandée par le Pouvoir adjudicateur est en cours. Les résultats de cette étude est transmise au titulaire du marché.

Le dessalement des pierres n'est pas prévu dans le présent contrat.

5.2 MARQUAGES ET TRAÇABILITE

L'opération devant s'effectuer sur plusieurs lieux, la traçabilité s'avère essentielle pour éviter toute confusion lors des étapes de prélèvement, de palettisation, de colisage, de convoiements, de répartition et de localisation dans la nouvelle réserve.

Avant tout mouvement des œuvres, le titulaire procède à la vérification de l'identité et du numéro d'inventaire de chaque élément à partir des inventaires (annexes n°2 et n°3) et des étiquettes placées sur les œuvres.

Le Titulaire produit de nouvelles étiquettes pour l'ensemble des œuvres. Celles-ci sont conçues pour être durables, dans un matériau résistant à l'humidité. Les mentions sont appliquées à l'aide d'un produit indélébile.

Si en raison des conditions de conservation, des étiquettes sont manquantes, Le Titulaire complète l'étiquetage.

5.2.1 Marquage sur pierre

Un ensemble de soixante-quatorze (74) pierres ont reçu un marquage à la peinture noire (un marquage antérieur à la peinture jaune a été observé sur deux objets F12 et F13) lors de précédents inventaires. Quelques œuvres portent un double marquage. Ces numéros, haut de plusieurs centimètres, sont inscrits sur des faces latérales ou des revers et restent bien conservés sauf pour l'objet marqué C6, qui est effacé. Non visibles sur la face ornée, ils sont conservés en l'état, le « C6 » est repris à l'aquarelle après avoir isolé le numéro avec une résine acrylique (Primal CM 330, 5% éthanol ou équivalent).

Les numéros à inscrire correspondent à ceux fournis dans le tableau d'inventaire joint.

L'emplacement du marquage est choisi en accord avec la conservatrice des monuments historiques en charge de la collection.

Le protocole proposé est le suivant : sur un premier film isolant de résine acrylique (Paraloïd B72 à 20% ou équivalent dans un mélange acétone/éthanol), le numéro est inscrit soit à l'encre de Chine soit au feutre permanent noir Staedtler® Lumocolor ou équivalent. Une seconde couche de protection est appliquée : identique à la première ou vernis acrylique en émulsion (UVLS Golden® ou équivalent, 20% dans de l'eau, finition mate ou satinée).

Les numéros à reporter sont :

- **30** numéros S ;
- **2** M ;
- **15** chiffres sur 16 dalles funéraires (certaines sont constituées de plusieurs fragments) ;
- 148 numéros LAP.2023.XXX dont deux lots de chacun 8 items soit **162** à inventorier ;
- **95** numéros LAP.2024.XXX.

Au total : 304 marquages sur des pierres.

N'ont pas été comptabilisé :

DRAC Île-de-France – CRMH – Cité épiscopale de Meaux : Evacuation et traitement préalable au transport du dépôt lapidaire de la cathédrale et du Vieux Chapitre - CCTP

LAP 2024 029 - Lot d'éléments de construction (60 fragments) ;
LAP 2024 030 - Lot d'éléments de construction (25 fragments) ;
LAP 2024 031 - Lot de moellons (21) ;
LAP 2024 040 - Lot de moellons (19) ;
FRAG 2024 01 - Lot : contenu du panier ovale (20) ;
FRAG 2024 02 - Lot : contenu du panier rectangulaire (10) ;
FRAG 2024 03 - Lot : contenu du bac gris (30) ;
FRAG 2024 04 - Lot : contenu de la grande caisse (20) ;
FRAG 2024 05 - Lot : contenu de la cagette (30) ;
FRAG 2024 08 - Lot : fragments de pierre (17).

Un étiquetage spécifique est à produire pour chacun de ces dix (10) lots

En complément de leur marquage, les dix-neuf (19) pierres à prioriser pour le dessalement devront comporter un étiquetage spécifique, permettant de les distinguer, de type étiquette à fond rouge.

5.2.2 Marquage sur plâtre

Un certain nombre de plâtres sont cassés, notamment les statuettes de voussure, il est imposé qu'un seul marquage par sculpture, les œuvres fragmentaires devant être recollées avant déplacement.

Il existe un numéro par statuette de voussure (M1 à M11, soit 11 numéros).

Un grand nombre de moulages conservés dans la tour nord sont très altérés et il n'est pas toujours possible de manipuler l'objet pour une inscription au revers.

Le numéro est noté selon le protocole précédemment décrit pour les pierres quand l'accès au dos est possible ou quand les côtés sont conservés.

Pour les objets fragiles l'inscription du numéro se fera au feutre permanent noir Staedtler® Lumocolor ou équivalent sur une fine étiquette rectangulaire de papier Japon, épais, reliée à l'objet et préalablement enduite de résine acrylique (Paraloïd B72 ou équivalent, 10% acétone/éthanol), appliquée avec un éther de cellulose (Klucel G® ou équivalent, 20% éthanol) sur la face.

Au total : cent-cinquante (150) marquages sur des plâtres.

Ne sont pas marqués les six lots de fragments non identifiés suivants :

MOUL.2024.013 - Lot de fragments indéterminés, non dénombrés

FRAG 21 – 33 - Lot de 16 fragments

FRAG 34 – 58 - Lot de 25 fragments

FRAG 61 – 66 - Lot de 6 fragments

FRAG 2024 07 - Lot de 18 fragments

FRAG 2024 09 - Lot de 18 fragments

Un étiquetage spécifique est à produire pour chacun de ces six (6) lots

5.3 PRISES DE VUE DES OEUVRES

Chaque œuvre, en pierre et en plâtre, est photographiée avant dépoussiérage, pendant l'éventuelle intervention et après.

Les prises de vue seront effectuées avec un éclairage homogène et neutre, elles comprendront une échelle. Les fichiers, non compressés, auront une résolution de 300 dpi minimum. La nomenclature explicite reprendra obligatoirement le numéro d'inventaire.

6 RAPPORTS

6.1 FORMAT DES LIVRABLES

À l'issue de l'opération et au plus tard deux (2) mois après la réunion constatant l'achèvement du déplacement du dépôt, le Titulaire remet au Pouvoir adjudicateur un dossier d'intervention. Il est remis au pouvoir adjudicateur en :

- Trois (3) exemplaires papier au format A4 ;
- Un (1) exemplaire numérique au format A4 sur support physique (clé USB).
Les fichiers sont au format MicrosoftOffice, OpenOffice ou LibreOffice.
Une copie de chaque fichier est ajoutée au format pdf.

Ces exemplaires sont à destination du Pouvoir adjudicateur, qui en assurera la diffusion auprès des institutions du ministère de la culture.

Le dossier de restauration est conforme au chapitre 5 « Documentation et communication » de la norme européenne NFEN16853 « Conservation du patrimoine culturel – Processus de conservation – Prise de décisions, programmation et mise en œuvre » : « Les responsabilités de chacun en matière de documentation, qu'il s'agisse de son format et de son contenu ainsi que des modalités de communication interne entre les parties doivent être établies dès le début du processus »

6.2 RAPPORT FINAL D'OPERATION

Le Titulaire doit remettre au Pouvoir adjudicateur un rapport final d'opération qui documentera l'ensemble des prestations réalisées et qui comportera les éléments suivants :

- Un descriptif des différentes étapes de l'opération comprenant :
 - Les problématiques éventuelles rencontrées
 - Des illustrations photographiques
 - La localisation des objets avant intervention et dans la nouvelle réserve
- Le planning d'opération,
- Les fiches de convoiement,
- Les dossiers de restauration, pour les objets restaurés

6.3 DOSSIER DE RESTAURATION

Par objet, le dossier de restauration comprend notamment:

- Une page de garde mentionnant les éléments d'identification précise des œuvres (n° d'inventaire)
 - Localisation dans l'immeuble abritant l'objet mobilier protégé avant et après intervention ;
 - Désignation de l'objet mobilier (nom, auteur, année de création, référence inventaire, type et date de protection ;
 - Noms et prénoms des restaurateurs impliqués (diplômés, stagiaires ou apprentis).
 - Propriété et maîtrise d'ouvrage de la restauration ;
 - Dates de restauration ;
-
- Un rappel des objectifs de l'intervention ;
 - Un rappel de l'état du bien avant intervention ;
 - L'ensemble des protocoles et procédés d'intervention ;
 - Les matériaux et produits utilisés, accompagnés de leurs fiches techniques, la documentation graphique et photographique légendée, réalisée avant, pendant et après l'intervention ;
 - Une synthèse sur l'état du bien après intervention et des préconisations pour son suivi ultérieur, selon un modèle fourni ou non par l'institution propriétaire
 - Des illustrations photographiques de l'état de l'œuvre avant, pendant et après la restauration

VISA

À ...

Le ...

Cachet et signature du Titulaire précédés de la mention « lu et approuvé »

7 LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1 : Rapport d'étude « Faisabilité du déplacement du dépôt lapidaire de la cathédrale Saint-Etienne de Meaux (77 100) vers une nouvelle réserve »

Annexe n°2 : Inventaire des pierres

Annexe n°3 : Inventaire des plâtres

Annexe n°4 : Inventaire des pierres présentant des signes de présence de sels solubles

Annexe n°5 : Inventaire des œuvres à désinsectiser

Annexe n°6 : Inventaire des œuvres de la crypte de niveau 4

Annexe n°7 : Volumétrie et conditionnements préconisés

Annexe n°8 : Prestations de l'opération hors marché

Annexe n°9 : Planning prévisionnel d'opération

Annexe n°10 : Plan du site de Meaux

Annexe n°11 : Plan de localisation du futur emplacement des dalles funéraires de la crypte du vieux chapitre

Annexe n°12 : Diagnostic géotechnique de la cour de la cité épiscopale

Annexe n°13 : Fiche technique « caisses de stockage » appartenant à la DRAC IDF